



«Le Bureau de l'intégration ne doit pas être un nid d'experts»

INTERVIEW • André Castella a été nommé délégué à l'intégration des étrangers il y a six mois après une période d'intérim. Le point sur son action.



André Castella: «J'aimerais que les communes consacrent du temps à l'accueil de leurs nouveaux arrivants. Offrir une verrée, c'est bien mais pas suffisant.» JPDS

PROPOS RECUEILLIS PAR

OLIVIER CHAVAZ

Où en est le Bureau d'intégration des étrangers (BIE)? Après cinq premières années tourmentées durant lesquelles pas moins de cinq personnes se sont succédé au poste de délégué, le Conseil d'Etat annonçait en novembre dernier une grande remise à plat. A la tête du BIE depuis un an, André Castella, 49 ans, a remis il y a quelques semaines un plan d'action à son magistrat de tutelle Laurent Moutinot. «On m'attend au contour», lâche l'ancien maire d'Avusy, connu pour être l'initiateur de la campagne «Le respect, ça change la vie». Son profil atypique – il est mécanicien de formation et a notamment été pompier à l'aéroport, employé à la Sécurité civile et à l'usine d'incinération des Cheneviers – et son goût pour le terrain et les relations humaines lui permettent-ils de redresser la barre? Entretien.

Les catégories de migrants sont nombreuses. A qui s'adresse précisément le BIE?

André Castella: Légèrement et formellement, nous travaillons à l'intégration de tous les migrants durablement installés à Genève... Mais les réalités quotidiennes, suisses et genevoises, nous obligent à prendre en compte également les personnes sans statut légal: ces gens existent aussi et ils font aussi la belle Genève!

Quelles sont les principaux axes de votre plan d'action?

Il était d'abord nécessaire de revoir l'outil de travail qu'est le BIE. Le Conseil d'Etat a compris qu'il ne doit pas être un nid d'experts qui prêchent l'intégration du haut de leur chaire. Nous devons renforcer le travail sur le terrain, être beaucoup plus proches des associations. Les aider, les conseiller, accompagner les projets. C'est ce tissu qui fait l'intégration au quoti-

dien, avec l'école, le travail, le sport, etc. Des rapports, on en a plein les bibliothèques. Il faut se mettre au boulot et fédérer ces énergies. L'équipe a passablement été remaniée, le secrétariat était par exemple pléthorique. Quant à moi, je ne compte pas rester derrière mon ordinateur.

Au-delà de la structure, quelles sont vos priorités?

L'information et la communication en est une. Nous préparons entre autres une brochure destinée aux nouveaux arrivants, qui contiendra toutes les informations nécessaires à leur installation et à la compréhension de la vie genevoise – comment on prend le bus, comment fonctionne l'administration, le système de santé, l'école et la formation, etc.

Communiquer davantage est un autre enjeu. Nous avons par exemple vivement réagi à des campagnes de l'UDC ou de ses proches, comme celle sur les moutons ou, plus récemment, lors de la publication d'annonces sur la criminalité des étrangers. Ce n'est pas du militantisme et je me garde bien de donner des consignes de vote. Mais le BIE ne peut pas se taire face à de tels mensonges à l'heure où le message négatif de l'UDC sur les migrants occupe une large place dans l'espace médiatique.

Vous mettez aussi l'accent sur l'accueil, de quoi s'agit-il?

J'aimerais que les communes consacrent du temps à l'accueil de leurs nouveaux arrivants, à l'image de ce que la Ville de Genève a entrepris l'an dernier. Offrir une verrée, c'est bien mais pas suffisant. Ce devrait être l'occasion de donner les premières informations et d'orienter les gens, par exemple sur des cours de langue. Il me semble également qu'une petite lettre de bienvenue signée des autorités ne serait pas de trop.

Quand on voit la façon dont sont accueillis les «internationaux» ou les employés de multinationales...

Vous avez aussi des projets plus ciblés, comme favoriser l'emploi des permis F (personnes admises à titre provisoire). Comment allez-vous vous y prendre?

Nous comptons mener une véritable campagne d'information et de sensibilisation auprès des employeurs sur leurs possibilités et leurs droits à engager cette catégorie de travailleurs. Nous comptons également transformer l'idée communément admise que les détenteurs de permis F sont des gens qui ne veulent pas travailler, ce qui est faux! Nous souhaitons leur donner enfin la possibilité de sortir de l'aide sociale et d'être autonome financièrement.

Et les cours de langue qui sont désormais la priorité de la Confédération, presque une obsession?

Pour l'Office des migrations, il n'y a plus que ça qui compte! Cette obsession est bien réelle et nous la subissons. Mais, de l'inévitable, nous allons en faire de l'utilisable, c'est-à-dire profiter de l'argent fédéral (500 000 francs annuels de 2009 à 2011) pour subventionner des cours de français à but d'intégration à Genève, ce qui n'est pas négligeable.

Les associations de défense des étrangers réclament depuis longtemps une formation spécifique à l'intention du personnel de l'Etat et du secteur parapublic en contact avec les migrants. Y êtes-vous favorable?

Oui, cela figure dans notre plan d'action. J'entends trop souvent des gens se plaindre du comportement différent des étrangers, du type 'ils ne nous regardent jamais dans les yeux' ou 'ils viennent au guichet avec toute la famille'. Les employés d'Etat ont un devoir de respect

et d'égalité de traitement. J'aimerais qu'une telle formation, ou au moins une sensibilisation, soit inscrite au catalogue des cours de l'Etat. Ça prendra du temps mais nous y arrivons.

Au chapitre de la lutte contre les discriminations, où en est l'audit de SOS Racisme, dont la subvention a été coupée?

Deux sociétés ont reçu un cahier des charges pour l'expertise de l'association. Nous attendons leurs offres pour lancer le processus. Je veux connaître le détail des dysfonctionnements que personne ne nie, d'ailleurs. Depuis fin 2006, la réalité c'est que SOS Racisme se résumait à une ligne verte d'aide aux victimes alors que le contrat de prestations qui nous liait prévoyait une offre beaucoup plus vaste. Le dénoncer était une obligation légale.

Mais je n'ai aucune animosité à l'égard de SOS Racisme. La lutte contre le racisme et l'aide aux victimes ont besoin de cette association, comme de la LICRA, du CRAN et des autres. Si, à la suite de l'audit, on nous propose et on réalise une nouvelle série d'activités, je n'ai rien contre la conclusion d'un autre contrat. Cela s'est déjà produit dans d'autres cas. Le projet Maison Kultura, par exemple, a retrouvé une subvention après s'être restructuré.

Il semble cependant que vous privilégiez le financement de projets spécifiques plutôt que les structures permanentes, non?

C'est vrai que la tendance générale est au subventionnement par projet. Mais nous savons aussi que certaines activités ne rentrent pas dans ce cadre. Nous continuons ainsi de subventionner des associations – le Centre de contacts Suisses-immigrés, l'Université populaire albanaise, Camarada et Kultura. Un projet concernant Tierra In-cognita est en train d'aboutir. I

Pas de statut pour les assistants sexuels

HANDICAP • Aucune dérogation à la loi ne peut être envisagée, selon le Conseil d'Etat.

Les futurs assistants sexuels pour personnes handicapées auront le même statut légal que les prostituées. Par la voix de Laurent Moutinot, le Conseil d'Etat l'a rappelé vendredi 20 juin, à l'association Sexualité et handicaps pluriels (SEHP) qui a mis sur pied une formation qui a débuté la semaine dernière (lire *Le Courrier* du 30 mai 2008).

Pour le ministre des Institutions et le collège gouvernemental, aucune dérogation à la loi ne peut être accordée: les assistants devront se déclarer au service des mœurs où ils seront considérés comme d'habituels travailleurs du sexe. Contacté à ce sujet, le Conseil d'Etat refuse d'expliquer publiquement sa décision.

«L'Etat ne peut actuellement être associé à une réflexion dans ce domaine, mais notre compétence n'est pas remise en question», se réjouit toutefois Catherine Agthe Diserens, présidente de l'association SEHP. «Cette reconnaissance est une forme de soutien!»

D'ailleurs la sexo-pédagogue se dit «confiante» pour la suite: «Il faut placer cette réflexion romande et internationale dans son contexte historique, souligne-t-elle. Il y a dix ans, nous n'aurions pas été reçus. Aujourd'hui, notre action est devenue plus publique. Il faut laisser à ces questions délicates le temps de s'enraciner.»

Mais pour l'instant la SEHP va mettre son énergie dans la formation qu'il a mise sur pied. Celle-ci a débuté il y a une semaine avec douze participants. Selon Catherine Agthe, «ce sont des personnes très impliquées, d'une grande authenticité personnelle et entièrement conscientes des enjeux éthiques.»

A terme, ces assistants sexuels (hommes et femmes) pourront fournir des caresses, des corps à corps et une présence sensuelle auprès de personnes atteintes d'un handicap physique, sensoriel, mental ou psychique. Leur formation prendra fin en juin 2009. MATHIEU SIGNORELL

«Le système de rotation des maires est désastreux»

POLITIQUE • Manuel Tornare souhaite que le maire de Genève soit élu pour quatre ans.

C'est paraît-il une tradition.

Chaque année, le nouveau maire de Genève est invité à exprimer ses vues sur la Genève Internationale. L'occasion également pour Manuel Tornare, qui vient d'accéder au poste pour la troisième fois, d'évoquer sa vision de la fonction. A commencer par une idée qui ne sort décidément plus de sa tête: «Le système de rotation actuel est désastreux. Je souhaite qu'un maire soit en place pour quatre ans.» Aujourd'hui, les conseillers administratifs endossent le costume à tour de rôle durant une année, ce qui ne «laisse pas le temps d'imprimer une politique, estime-t-il. J'espère que cela changera avec la Constituante.»

Pour cette fois, c'est raté. «Il ne faut donc pas s'attendre à des projets trop ambitieux», admet-il. Doté d'un petit budget,

en dehors des dicastères, Manuel Tornare a bien quelques idées en tête: «J'ai souhaité ouvrir le Palais Eynard – une Bastille imprenable – sur la cité, comme un forum. Des débats, colloques ou expositions auront lieu tous les mois.»

Quant à la Genève internationale, le magistrat assure faire tout son possible pour maintenir les organisations sur le territoire genevois. A commencer par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont le projet d'agrandissement a suscité la polémique, notamment au sein du Conseil administratif. «Il existe parfois une répulsion à l'égard de l'OMC, et c'est aussi le cas pour certains élus. Les rôles ont peut-être parfois été confondus. De notre côté, nous essayons de calmer le jeu.»

MARIO TOGNI

EN BREF

PAUSE ESTIVALE Radio Cité en chantier

La programmation de la radio locale Radio Cité s'est mise au vert hier soir. Jusqu'au 25 août, les émissions sont remplacées par de la musique. Les deux mille chansons en stock tourneront en boucle durant toute la journée. Selon Viviane de Witt, présidente de la Fondation des Chênes qui a repris la radio l'an dernier, cette pause estivale sera l'occasion de rénover les studios et les régies de la radio, et de se préparer à la nouvelle grille des programmes qui débutera à la fin août. Au cours de l'été, vingt-deux nouveaux employés rejoindront les bénévoles et la dizaine de salariés de Radio Cité. A terme, celle-ci espère voir progresser le nombre de ses auditeurs, aujourd'hui autour de 24 000 adeptes. La rédaction accueillera notamment le journaliste Pascal Décaillet. MSL